



Situation politique et économique au Brésil

Alain Simon*

Voilà 2 ans que le gouvernement du Président Luis Inacio **Lula** da Silva du PT (Parti des Travailleurs) est à la tête du pays. Il est l'heure de faire un premier bilan alors que nous sommes arrivés exactement à la première moitié de ce mandat. A ce jour, ce gouvernement a suivi l'ensemble des mesures préconisées par le FMI et la Banque Mondiale.

Sur le plan social, la situation économique de la grande majorité a empiré durant ces deux dernières années. L'augmentation du **salaire minimum** a été très faible et il devrait passer à 300 reais (environ 90 euros) d'ici quelques mois. Ce salaire ne permet pas d'avoir une vie décente. Une personne devant utiliser 2 bus pour se rendre au travail (ce qui est très usuel !) dépense environ la moitié d'un salaire minimum (environ 140 reais) pour ces seuls transports.

La situation de **l'emploi** ne s'est malheureusement pas améliorée non plus. On constate une très légère reprise durant les derniers mois de l'année 2004 mais il est difficile de présager d'une amélioration substantielle pour cette année. Environ 20 % de la population active est au chômage dans les zones urbaines. Par ailleurs, plus de 50% de la population travaille dans l'informalité/illégalité.

Dans ce cadre social très dur, la **réforme des retraites** mise en place par le gouvernement Lula en 2003 (concernant avant tout la fonction publique) ne s'est pas du tout préoccupée de l'inclusion de la grande majorité de la population qui n'est actuellement couverte par aucun système de retraite. De plus, la réforme des retraites de la fonction publique stimule la création des fonds de pension. De cette manière, le gouvernement Lula permet l'afflux de capitaux vers les marchés financiers et renforce ainsi le projet néolibéral.

On estime souvent que la **réforme agraire** pourrait être un instrument important pour transformer l'un des pays les plus inégaux au monde. Dans ce contexte, le gouvernement Lula a promis d'offrir une terre à 400'000 sans terres durant la durée de son mandat présidentiel de 4 ans (2003-2006). En 2004, 25'000 familles ont pu recevoir une terre alors que le gouvernement avait planifié d'en permettre l'accès à plus de 100'000. Le MST (Mouvement des travailleurs sans-terre) promet de créer une pression très forte sur le gouvernement durant l'ensemble de l'année 2005. Cette attitude démontre l'autonomie du mouvement malgré la participation de dirigeants du MST dans le gouvernement.

*Economiste politique et collaborateur du PACS/E-Changer

Dans les campagnes, on constate une politique permettant de développer l'agriculture familiale. Il s'agit d'initiatives intéressantes puisqu'elles permettent de renforcer un segment de population, représentant une dizaine de pourcent du PIB, ne faisant pas partie des sans-terre ni des grands propriétaires terriens. Ce segment est responsable pour une part importante de la production alimentaire. Le développement de l'agriculture familiale est donc essentiel à la sécurité alimentaire du pays

Enfin, il est aussi essentiel de parler du paiement des intérêts de la dette. Le gouvernement a suivi et même dépassé les mesures préconisées par le FMI (Fonds monétaire international). L'excédent budgétaire (dont une grande partie est destinée au paiement de la dette) a dépassé cette année les 5% du PIB (Produit Intérieur Brut). De fait, le Brésil a payé près de 800 millions de dollars par semaine pour les seuls intérêts de la dette.

Il semble tout à fait suicidaire de continuer à réaliser un tel excédent dans la situation de récession économique que le Brésil connaît actuellement. De fait, les pays les plus riches (et en particulier les Etats-Unis) adoptent systématiquement des politiques contra-cycliques afin de tenter d'équilibrer la situation du pays. Cela signifie que lorsque le pays vit un moment de ralentissement économique l'Etat investit un maximum (politique keynésienne) afin d'inverser cette tendance. Le Brésil a vécu ces dernières années une période de fort ralentissement économique et n'investit que très peu, mais utilise une part toujours plus importante de son PIB pour le paiement de la dette. Le paiement de l'intérêt de la dette se fait au profit du secteur financier et des banques qui réalisent au Brésil des bénéfiques records et au dépens d'investissements améliorant la situation de la population moins favorisée (infrastructure, programmes sociaux, éducation, etc.).

Un cadre qui n'évolue pas dans le bon sens

Après avoir été expulsés du PT à la fin de l'année 2003 en raison de désaccords avec la politique menée par le gouvernement Lula, la Sénatrice **Heloisa Helena** et les deux députés Luciana Genro et Babá, avec d'autres ex-membres du PT, ont créé un nouveau parti, le P-SOL.

Durant la fin de l'année 2004, la **mise à la porte de Carlos Lessa** de la BNDES (Banque nationale de développement) par le propre Président de la République confirme la tendance d'écarter ceux et celles qui dérangent. Carlos Lessa a fréquemment critiqué la politique économique du gouvernement Lula. Il défendait une politique trop centrée sur le projet national, tel l'appui aux petites et moyennes entreprises, selon le goût de l'équipe économique du gouvernement Lula. Sa démission a suscité beaucoup de réactions indignées. Son remplaçant, Guido Mantega, ex-ministre de la planification, est très proche des positions défendues par l'équipe économique du gouvernement Lula.

D'autre part, **Frei Betto**, un des proches du Président Lula s'est lui aussi retiré du gouvernement. Il était chargé de l'implantation du programme « Faim zéro ». Ce projet devant permettre un développement intégré ne semble pourtant pas dépasser une politique assistencialiste bien connue des prédécesseurs de Lula. Le départ de Frei Betto est encore un autre symbole du chemin pris par le gouvernement actuel.

Ce contexte marque un phénomène de **division et d'affaiblissement de la gauche transformatrice** dans son ensemble. On peut observer cette situation à travers l'éclatement du PT dans ses différentes tendances (ce parti a la particularité d'inclure différents courants). Dans le champ syndical, plusieurs syndicats se trouvent pris dans des processus de séparation avec la CUT (Central Unique des Travailleurs) qui est très proche du gouvernement. Le gouvernement Lula ne réprime pas les mouvements de gauche ou populaires mais il provoque leur dilution ou leur fragmentation. Les militants sont confrontés à ce dilemme douloureux, après plus de vingt ans de lutte pour le PT : reculer ou rompre.

D'autre part, il est important de mentionner les propositions de **participation populaire** (par exemple pour le PPA - Plan Pluriannuel) du gouvernement fédéral. C'est un point essentiel pour pouvoir améliorer la participation de la population et de lui offrir indirectement une forme d'éducation politique. Il est malheureux que ces participations ne soient que trop souvent consultatives et ne se traduisent pas plus souvent dans les faits. La population a pu se sentir parfois frustrée dans sa participation.

Les **élections municipales**, durant le dernier trimestre de 2004, permettent d'observer un résultat contrasté pour le PT. D'un côté, on peut constater une augmentation du nombre de préfectures contrôlées par le PT (passant de 187 à 411) et d'autre part le PT ne contrôle plus que 5 milliards de reais de budgets municipaux alors qu'il en contrôlait plus du double (la « perte » de São Paulo, la mégapole la plus grande du Brésil, joue un rôle non négligeable dans ce calcul). De manière générale, les statistiques montrent un indice de satisfaction très élevé de la population pour le gouvernement Lula. Selon une enquête IBOPE réalisée à la fin de 2004, moins de 20% de la population aurait une évaluation négative du gouvernement. La position des médias est certainement essentielle dans cette évaluation.

Le rôle des médias

Dans le contexte brésilien, **les médias** les plus importants (et en particulier la Globo) jouent un rôle non négligeable dans la manipulation de l'opinion. La pluralité d'opinion n'est pas assez présente dans les médias dominants pour garantir la construction d'opinions informées. Que ce soit la télévision d'accès gratuit ou les journaux les plus importants et les mieux diffusés, ils véhiculent des opinions relativement similaires et très marquées en faveur des élites.

On constate par exemple que la politique économique favorisant l'agriculture des grands propriétaires terriens (exportation du soja, de la viande, etc.) est systématiquement présentée comme un événement positif sans que soient relevés les effets pervers de l'augmentation des exportations pour la grande majorité de la population. De fait, les devises ainsi acquises sont largement utilisées pour le paiement de la dette et non pour l'amélioration du bien-être de la population. De manière conséquente, on peut faire un constat similaire pour le traitement médiatique des excédents budgétaires au service du paiement de la dette.

Ainsi, le cadre du projet national brésilien n'est à ce jour **pas très encourageant** et on peut se demander si l'espérance est toujours de mise. On doit constater que le gouvernement s'est réellement mis au service de la classe dominante et des marchés financiers globalisés. Il semble que seule une forte réaction populaire pourrait modifier ce cadre n'offrant que peu d'amélioration pour une population de plus de 177 millions d'habitants en très grande majorité dans une forte détresse.

Nos partenaires:

Ação Quaresmal (Suíça)
 Christian Aid (Reino Unido)
 DKA (Áustria)
 E-Changer (Suíça)
 Ford Foundation (EUA)
 FPH (França)
 Instituto Marista de Solidariedade (Brasil)
 SCIAF (Escócia)
 TRÓCAIRE (Irlanda)

Pour des informations plus détaillées, vous pouvez entrer en contact avec le PACS:
 tél: + 55 21 2210-2124 ou www.pacs.org.br